

L'autonomie à marche forcée

LES REPRÉSENTANTS FCPE du lycée Millet (Fédération des conseils de parents d'élèves) alertent du mal-être constaté chez des élèves, certains même « en dépression ». Ils évoquent aussi « des classes encore plus hétérogènes et des inégalités qui se sont creusées, des méthodes de travail et des bases non acquises en seconde, des difficultés de concentration, voire d'attention, des bons élèves qui se trouvent moins impliqués, voire démotivés, des élèves qui ne veulent plus revenir au lycée » et certains qui font le choix des cours à distance avec le Cned, ainsi que « plus d'incertitude ou d'inquiétude pour leur orientation ».

On a tous des moments de craquage.

Ces évolutions sont inquiétantes, sans pour autant devoir faire croire à un impact généralisé. Nombre de lycéens vont encore bien.

Comme Samuel, en terminale dans une filière technologique au lycée Alexis-de-Tocqueville. Il a vécu ses années de lycée au fil de la réforme du bac et « un retard considérable sur le programme » à cause de la Covid-19 et des confinements. Mais il dit n'éprouver « aucune difficulté » et a pu compter sur l'aide de l'équipe pédagogique du lycée.

Marie-Ange est aussi lycéenne à Tocqueville, en terminale générale. Elle se destine à des études en sciences politiques. Cette génération d'enfants nés en 2004 n'a « jamais effectué une année de lycée normale ». « Ça a été très compliqué, très instable, avec des situations très inégalitaires selon les établissements », constate la lycéenne, après en avoir discuté avec des amis scolarisés ailleurs.

« La réforme du bac, comme la crise sanitaire et maintenant la situation géopolitique, a un impact psychologique, poursuit Marie-Ange. On est parfois en détresse face à la surcharge de travail, à toutes les attentes... On a tous des moments de craquage et de doute. La réforme et les confinements nous ont obligés à mûrir plus vite, sinon ça n'aurait pas le faire. On a dû acquérir une certaine résilience. On a dû devenir autonome plus tôt, et ça a été très brusque ! »

G. L.



Les représentants des parents d'élèves aussi sont inquiets.